



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE DE FOURNITURES

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

#### MARCHE PONCTUEL

n ° 2025-8320-003

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de barrières métalliques pour les Forêts Domaniales de Chandélais, Monnaie Pontéménard, Milly (49) et de Bercé (72) pour la fermeture de l'accès aux massifs forestiers et interdire l'accès lors des périodes de risques d'incendies.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine  
Agence Territoriale Pays de la Loire, 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2.

#### Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est M. Nicolas JANNAULT Directeur de Agence Territoriale Pays de la Loire de l'Office National des Forêts

## SOMMAIRE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE.....	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2123-1 ET R.2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHE .....	3
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	3
1.4. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE OU ADMINISTRATIF TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	3
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	3
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES .....	3
2.1. OBJET DU MARCHE PONCTUEL .....	3
2.2. PROCEDURE .....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV.....	4
3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL .....	4
3.1. FORME DU MARCHE PONCTUEL .....	4
3.2. <i>Allotissement</i> .....	4
3.3. DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE .....	4
3.4. PRESTATIONS SIMILAIRES .....	4
3.5. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	4
4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE .....	6
4.3. ÉTAT INDICATIF DES COMMANDES PREVUES .....	6
4.4. MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....	6
5 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....	6
6.1. UNITE MONETAIRE .....	6
5.3. FORME ET CONTENU DES PRIX .....	6
5.3.1. <i>Nature des prix</i> .....	6
5.3.2. <i>Contenu des prix</i> .....	6
5.4. INDEMNISATION.....	6
5.5. VARIATION DANS LES PRIX .....	6
5.6. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	6
5.6.1. <i>Avance</i> .....	6
5.6.2. <i>Acomptes</i> .....	6
5.6.3. <i>Facturation</i> .....	6
5.6.4. <i>Transmission des factures</i> .....	7
5.6.5. <i>Délai global de paiement</i> .....	7
5.6.6. <i>Nantissement ou cession de créance</i> .....	8
6 PENALITES .....	8
6.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	8
6.4. RETARD IMPUTABLE A L'ONF .....	8
7 DROIT, LANGUE.....	8
8 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	8
9.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	8
9.2. TRAVAIL CLANDESTIN.....	8
9.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	9
9.4. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	9

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine/ Agence Territoriale Pays de la Loire, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03020 dont le siège est 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2.

### 1.2. Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est :

M. Nicolas JANNAULT Directeur de Agence Territoriale Pays de la Loire de l'Office National des Forêts 15 Boulevard Léon Bureau CS16237 NANTES Cedex 2

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est M. Max BUZAT, Directeur financier, 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne. Tel : 02.38.65.47.09

### 1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique ou administratif technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est Mme Yamina KECHEROUD 9 Rue Raymond Manaud, 33520 Bruges, [yamina.kecheroud@onf.fr](mailto:yamina.kecheroud@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est M. Christophe LAUNAY Responsable sylviculture - Chargé de travaux 19 Bd Paixhans 72000 Le Mans – 06 16 68 43 79 – [christophe.launay@onf.fr](mailto:christophe.launay@onf.fr)

### 1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Objet du marché ponctuel

Le présent marché a pour objet la fourniture de barrières métalliques pour les Forêts Domaniales de Chandelais, Monnaie-Pontéménard, Milly (49) et de Bercé (72).

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – NOR : ECOM2106868A publié au JORF du 1er avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

La liste des articles est décrite ci-après

Désignation	quantité
<b>FOURNITURE DE BARRIERES METALLIQUES</b>	
Barrières pivotantes de 4m de largeur	33
Barrières pivotantes de 5m de largeur	6
Kits de fermeture	5

## **2.2. Procédure**

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

## **2.3. Classification CPV**

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

34928120-5	Composant de barrière
34928400-2	Mobilier urbain

# **3 CARACTERISTIQUES DU MARCHE PONCTUEL**

## **3.1. Forme du marché ponctuel**

Il s'agit d'un marché ponctuel simple avec décomposition quantitative estimative (DQE).

## **3.2 Allotissement**

Le marché n'est pas alloti car les fournitures doivent bénéficier d'une homogénéité de type notamment pour une facilité d'accès du Service Départemental d'incendie et de secours

Conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'allotissement de ce marché risquerait de rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations en ce qu'il serait nécessaire d'uniformiser les barrières issues de fournisseurs différents.

## **3.3. Durée et prise d'effet du marché**

**Les livraisons des barrières devront avoir lieu au plus tard le vendredi 16 mai 2025.**

Les sites de livraisons sont les suivants :

- Atelier ONF - La Huberdière 72500 Jupilles – pour 13 barrières (10 barrières de 4 m et 3 de 5 m)
- ONF - route de péré - 49390 Vernantes – pour 26 barrières (23 barrières de 4 m et 3 de 5 m)

## **3.4. Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## **3.5. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

### 3.6. Descriptif technique

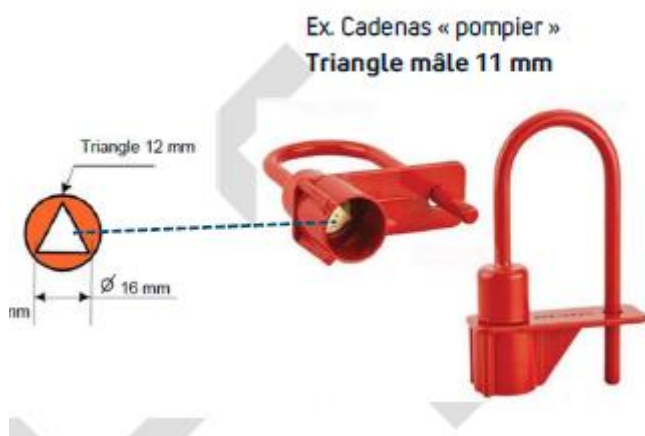
Les barrières métalliques doivent mesurer de 4 à 5 mètres de large.

Le descriptif technique est le suivant :

- Peinture par thermolaquage de couleur verte (RAL 6005)
- Bandes réfléchissantes (2 bandes de 1 m sur la traverse horizontale)
- Poteau pivot d'ancrage d'un diamètre 90mm (+/- 15%) à sceller
- Poteau amovible avec fourreau diamètre 100 mm (+/- 15%)
- Montants de structure de la barrière (traverse, raidisseurs, ...) de diamètre ou de largeur 80 (+/- 15%)
- Pattes de support de panneaux de signalisation (type BO) ou système de brides pour le maintien de ce type de panneau
- Poteau de réception à sceller pour ouverture à 90° de la barrière

Le kit de fermeture s'ouvrira avec la clé triangulaire correspondante au cadenas décrit ci-après.

**Cadenas homologués SDIS « services Départementaux d'Incendie et de Secours » Pays de La Loire + 2 clés triangulaires 11mm (triangle femelle de 12mm) par barrières ou système de fermeture intégré homologué SDIS PDL avec 2 clés triangulaires 11mm (triangle femelle de 12mm).**



**Le fournisseur devra impérativement fournir à la livraison :**

- un manuel de pose complet (en français),
- le schéma complet de la barrière de toutes les pièces constitutives,
- le guide d'entretien et de réparation (système de fermeture et / ou de fixation d'un panneau, ...)

## 4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

### 4.3. État indicatif des commandes prévues

Le présent marché constitue la commande émise par le donneur d'ordre pouvoir adjudicateur.

### 4.4. Modalités de réception des prestations

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions du CCAG de référence.

## 5 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

### 5.3. Forme et contenu des prix

#### 5.3.1. **Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités commandées, le prix unitaire figurant à l'acte d'engagement.

#### 5.3.2. **Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### 5.4. Indemnisation

La diminution ou l'augmentation du montant contractuel du marché, quel qu'en soit le montant, ne donne droit à aucune indemnité pour le titulaire.

### 5.5. Variation dans les prix

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

### 5.6. Modalités essentielles de paiement

#### 5.6.1. **Avance**

Aucune avance ne pourra être accordée au titulaire.

#### 5.6.2. **Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

#### 5.6.3. **Facturation**

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation :2025-8320-003;

- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.**

**5.6.4. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : 2025-8320-003
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXX.
- Numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 6620431160xxxx
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

**5.6.5. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 5.6.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## 6 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues par l'article 14 du CCAG FCS.

### 6.3. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

### 6.4. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

## 7 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique. Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués. Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## 8 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### 9.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### 9.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le



numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.  
Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

### **9.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **9.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr).